

La démocratie dans un seul parti

IL ÉTAIT UNE FOIS LePartisocialiste se fait

un point d'honneur d'être le premier et le seul parti en Suisse à tenir un référendum en son sein, en l'occurrence sur la réforme des rentes de l'AVS. Des quelque 31 000 membres cotisants, 39% ont participé au vote du week-end passé et 90,6% ont dit oui au plan Berset. Victoire. On se congratule. Les «élites» socialistes ont concédé à leur «base» le droit à l'expression de ses opinions et celles-ci, une fois quantifiées «souverainement» après un débat élargi, sont invitées à s'apaiser. On se croirait en Suisse!

Toutes les instances dirigeantes avaient approuvé la position du groupe parlementaire socialiste, acquise après deux ans de travail politique intense tant sur le fond de la question que sur la recherche d'une coalition inter-partisane à même de la soutenir devant le peuple en septembre. Présidence, comité directeur, assemblée des délégués avaient accepté l'échange de concessions qui aboutissait au relèvement d'un an de l'âge de la retraite des femmes. Mais ça groumait dans les sections. Or les instances dirigeantes détestent la groume. Se dépouillant volontairement de la légitimité de leur élection censée les protéger durant leur mandat des humeurs des minorités, elles se sont exposées toutes nues aux mécontents. Et que ça cause!

Comment on cause, en politique? Aux Chambres, les députés cherchent à extraire des solutions possibles en présence de toutes les forces politiques du pays, représentées par des élus responsables de leurs idées devant leur propre formation. Les débats sont acharnés, techniques, soutenus par des experts convoqués comme guides dans la complication de la matière. Les membres des commissions qui font rapport ont lu des milliers de pages d'analyses et examiné stoïquement le pour et le contre en fonction de leurs convictions partisanes. Dans le meilleur des cas, il en résulte un compromis.

Dans les partis, les membres sont entre eux. Hors de la présence physique des adversaires politiques, ils sont libres de toute prudence, les visions les plus audacieuses ayant droit de cité autant que les plus modérées. Les discussions des sections sont charpentées par les jeux d'influence autour de courants, de personnalités ou de thèmes à la mode. La dynamique interne du groupe égale ou domine la prise en compte des circonstances extérieures.

Les partis bourgeois s'ordonnent verticalement sous leurs chefs, sages ou pas. La dissidence est plutôt rare et prend la forme d'une crise. Le Parti socialiste, lui, est résolument horizontal, champion de la méfiance envers ses instances. Celles-ci anticipent maintenant les risques de désaffection au moyen d'une Landsgemeinde. Une décision formée dans le feu de la bagarre parlementaire est ainsi mise à égalité avec une opinion aléatoirement formée dans les assemblées locales libres de responsabilités.

Pour cette fois, l'entre-soi du Parti socialiste rejoint l'entre-tous qui est la condition du groupe parlementaire. Les instances respirent. Mais elles ne sont pas au bout de leurs peines. Un horizon se profile qui les privera de plus en plus du dernier mot. On veut du vote général partout, dans les cantons, dans les communes. On s'excite pour cet «outil démocratique» qui permet à chacun de n'attribuer sa confiance à personne avant d'avoir été consulté.

La délégation de pouvoir est une culture. La non-délégation en est une autre, l'UDC s'en sert pour empêcher le Conseil fédéral de gouverner contre son gré et faire avancer ses projets. A quoi le Parti socialiste la destine-t-il? La réforme des rentes de l'AVS a-t-elle plus de chances de trouver une majorité dans le pays maintenant qu'on sait que 12 000 militants socialistes l'approuvent? Oui, le PS est à la pointe, mais à la pointe de quoi? ■

SUR LES BLOGS

Ueli Steck: une mort qui interroge

Le décès tragique d'Ueli Steck dans l'Himalaya nous interpelle parce que l'alpiniste est allé jusqu'à la fin ultime de sa passion. Sa mort nous interroge parce qu'elle est survenue en pleine conscience, après plusieurs mises en garde presque fatidiques. Pourquoi donc pousser la barre aussi loin? écrit sur son blog le photographe François Perraudin. A lire sur le site du «Temps».

Turquie: pouvoir renforcé, presse laminée

OPINION

Les intellectuels du Sud me fascinent depuis longtemps. J'admire leur manière de s'approprier les outils de la raison et d'innombrables éléments de culture européenne, tout en les maniant souvent avec génie dans leur identité propre. Les écrivains et les journalistes turcs que j'ai lus ou rencontrés sont représentatifs de ce trait-là. Aussi, quel plaisir d'entendre cet hiver à Lausanne Ahmet Nesin dépeindre avec une douce dérision le dernier d'une série de coups d'Etat en Turquie depuis les années

1960. Quel bonheur d'avoir contribué, pendant la période de l'Avant, aux lectures en faveur d'Asli Erdogan, qui dilate si poétiquement les frontières du réel pour narrer l'absurde de la guerre que se livrent les hommes de son pays. Et quelle joie d'avoir eu à ma table l'été dernier le journaliste et représentant de Reporters sans frontières (RSF) en

Turquie Erol Önderoglu, de l'entendre parler de Goldorak, des équipes de foot de nos pays respectifs – que décidément je ne connaîtrai jamais – ou de la répression de la liberté d'expression avec mes deux jeunes enfants. «Erol risque d'aller en prison parce qu'il critique le président», me disent-ils. Oui. Il a été arrêté puis relâché en attente de son procès et risque la prison! Tout comme Ahmet Nesin, réfugié en France voisine, s'il remet les pieds dans son pays. Tout comme Asli Erdogan, qui ne peut quitter la Turquie et encourt la détention à perpétuité. Tout comme des centaines et des milliers d'autres

écrivains, universitaires et journalistes, s'ils n'y croupissent pas déjà.

Depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016, au moins 156 médias ont été fermés, 2500 journalistes et autres professionnels de ce secteur ont perdu leur travail. Cela se produit dans le contexte d'une vaste répression exercée contre les personnes considérées comme opposées au gouvernement, au cours de laquelle 47 000 personnes ont été incarcérées et plus de 100 000 fonctionnaires limogés de

façon sommaire. Plus de 120 journalistes ont été incarcérés, la plupart sont détenus depuis plusieurs mois sans inculpation ni jugement, ou font l'objet de poursuites basées sur des lois antiterroristes rédigées en termes vagues. Coupables d'avoir traité de manière factuelle la question kurde, coupables d'évoquer la corruption dans les sphères politiques, coupables d'avoir critiqué le président

Erdogan, son entourage, son référendum. Coupables et plus que jamais empêchés de le faire. Les médias grand public sont désormais complètement contrôlés par le gouvernement. La Turquie a reculé derrière le Swaziland, la Biélorussie et la République démocratique du Congo dans le dernier classement sur la liberté de la presse de RSF.

Dans ce contexte il n'est guère surprenant que le président Erdogan ait remporté ce référendum qui concentre l'exécutif en ses mains, et biffe purement et simplement le poste de premier ministre, ouvrant la voie à un régime autocratique. Les chroniqueurs, essayistes et

journalistes sont en première ligne de la défense de la liberté d'expression – du droit qu'a le public d'être informé dans la perspective de faire les choix adéquats pour le bon fonctionnement de la société. Sans journalistes et sans le débat public dont ils sont les garants, on ne peut que craindre les prochaines manœuvres du président et de ses partisans pour renforcer encore ses pouvoirs et museler toute forme d'opposition.

A l'occasion de la Journée de la liberté de la presse, il faut avoir une pensée toute particulière pour la Turquie. C'est pourquoi Amnesty International réitère la campagne #FreeTurkeyMedia, lancée le mois dernier. De nombreuses personnalités ont déjà rejoint ce mouvement. C'est le cas de Peter Greste, Mohamed Fahmy et Baher Mohamed, les trois journalistes d'Al Jazeera qui avaient été détenus en 2013 en Egypte pendant plus de 400 jours, et de très nombreux dessinateurs à travers le monde, dont Zunar, Steve Bell et Martin Rowson. Rejoignez-nous! ■

NADIA BOEHLER
PORTE-PAROLE D'AMNESTY
INTERNATIONAL SUISSE



Cyclistes «cons»: la campagne irresponsable de la Suva

OPINION

La Suva (Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents) a récemment publié, en association avec plusieurs polices cantonales, une vidéo à l'attention des cyclistes en ville. Présentée comme étant axée sur la prévention, cette démarche a en réalité eu pour effet de diviser inutilement les acteurs de la mobilité.

Se voulant humoristique, la vidéo met en scène la mort d'un «bobo» à vélo dans les rues lausannoises. Abusant de clichés et cherchant la controverse à n'importe quel prix, les auteurs de cette campagne stigmatisent inutilement des cyclistes qui ne se reconnaîtront nullement dans l'approche choisie. Ils découragent également les cyclistes «en devenir» ou occasionnels. Plus grave, ils légitiment un discours violemment anti-cyclistes qui se retrouve dans de nombreux commentaires laissés sur les médias sociaux. Enfin, ils tentent d'inscrire dans l'humour la thématique bien réelle et dramatique des accidents graves de vélo, ce que les victimes et leurs proches apprécieront.

La vidéo est accompagnée du slogan «Près de 50% des accidents de vélo sont causés par les cyclistes eux-mêmes» dans le but de souligner la responsabilité des cyclistes dans les accidents. Cet usage des statistiques se révèle toutefois erroné pour plusieurs raisons.

D'une part, nombre d'accidents dont le cycliste est victime ne sont pas pris en compte par ces chiffres. C'est le cas notamment des accrochages sans blessure ou ne causant «que» des blessures légères, qui ne donnent lieu à aucun constat d'accident ni plainte pénale. D'autre part, selon un rapport de l'Office fédéral des routes couvrant la période de 2005 à 2014, le véhicule motorisé impliqué dans un accident avec un cycliste était responsable principal dans 68% des cas. Le rapport souligne par exemple l'extrême vulnérabilité des cyclistes dans les giratoires, théâtres d'un tiers des accidents impliquant un vélo et pour lesquels le cycliste n'est responsable qu'une fois sur huit.

Ignorant ces chiffres inquiétants, la vidéo se contente de présenter de prétendues violations commises par un cycliste, sans relever les écueils auxquels il est confronté. Et c'est là que le film de la Suva rate totalement le coche, attaquant la victime sans questionner la source du problème. Appliqué à d'autres thématiques, le cheminement de cette vidéo amènerait pourtant des résultats particulièrement

Il est vrai qu'une minorité de cyclistes, comme d'ailleurs une minorité de piétons ou d'automobilistes, ne respecte pas le code de la route

choquants. Les problèmes d'égalité entre hommes et femmes? La faute à la maternité! Les problèmes de violences contre les LGBT? La faute à leur volonté de ne pas vivre reclus! Les accidents de travail sur les chantiers? La faute aux ouvriers travaillant avec des outils dangereux!

Il est vrai qu'une minorité de cyclistes, comme d'ailleurs une minorité de piétons ou d'automobilistes, ne respecte pas le code de la route. Plutôt que de généraliser ces attitudes négatives pour «faire passer un message», il serait plus utile de réfléchir et travailler à développer des solutions permettant à tous les modes de transport de coexister en sécurité.

La campagne aurait par exemple pu adresser un message positif et constructif à l'ensemble des acteurs de la mobilité. Elle aurait pu souligner l'importance des aménagements urbains adaptés à tous les modes de transport, à

l'image de ce qui se fait aux Pays-Bas, au Danemark ou en Allemagne. Car, et c'est là un point central, une proportion plus importante de vélos en ville participe fortement à réduire le trafic et la pollution tout en allégeant la pression sur le réseau de transports publics. Paradoxalement donc, c'est en participant à résoudre les problèmes de circulation, au bénéfice entre autres des voitures, que le cycliste se met en danger du fait justement de ces mêmes voitures.

Au final, il est possible que les statistiques mettent en lumière dans quelques années une diminution des accidents à vélo. Certains se féliciteront alors de ce constat et renverront aux retombées positives d'une campagne de prévention qui aura permis d'éviter que les cyclistes fassent «du vélo comme des cons», pour reprendre la terminologie fleurie de la vidéo. D'autres iront toutefois consulter ces mêmes statistiques et constateront qu'une telle diminution est uniquement due au recul du nombre de cyclistes, refroidis par ce type de communication et les nombreux obstacles qu'ils rencontrent. Il ne s'agira là que d'une retombée négative parmi d'autres d'une campagne peu réfléchie et contre-productive. ■

DAVID RAEDLER
AVOCAT



YANNICK ROCHAT
DOCTEUR EN MATHÉMATIQUES
APPLIQUÉES



JOËLLE KUNTZ

